



Pénurie d'eau dans le VarNice Matin 9 août 2017

La pluie annoncée pour ce samedi n'y changera rien. Le département Var (comme le reste de la région) est confronté à un manque d'eau. Laurent Roy, directeur de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée, fait le point sur cette pénurie et ces causes ([lien](#)). Selon les estimations, 24 millions de mètres cubes d'eau manquent en Paca (dont 8.4 millions de m³ dans le Var) durant les mois déficitaires, soit l'équivalent de la consommation de 520000 habitants. L'eau s'est raréfiée au point que les mesures de restriction d'usage, plus ou moins contraignantes ont été prises cet été. Selon Laurent Roy, ces crises - jusque-là épisodiques -se répèteront chaque année, et empireront, si rien est entrepris pour économiser la ressource.

Une carte avec des "volumes en eau à gagner" a été établie, de quoi s'agit-il concrètement?



Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) estime à 40%, la proportion des masses d'eau superficielle – rivières, bassins versants des lacs...– sur lesquelles la ressource en eau ne peut pas satisfaire à la fois tous les usages, et le bon fonctionnement des milieux aquatiques. Le Sdage a demandé que pour chacun des territoires en tension soit réalisé un PGRE (plan de gestion de la ressource en eau). Au préalable, il a fallu calculer l'ensemble des besoins en eau (potable, irrigation, usages industriels), et ce que la ressource pouvait naturellement donner en fonction des besoins biologiques. La différence donne les volumes de déficit. Cette carte chiffre ces objectifs d'économie d'eau à réaliser pour restaurer l'équilibre sur ces territoires en déficit.

Quelles sont les conséquences de ces déficits?

On se retrouve un peu trop souvent en situation de crise, dès lors qu'il fait un temps sec. Les préfets sont alors amenés à prendre des arrêtés de restriction des usages (tel qu'actuellement dans le Var, Ndlr): arrosages, remplissage des piscines... Ça peut aller jusqu'à des restrictions plus sensibles comme l'irrigation agricole. Nous disons qu'il faut sortir de cette gestion par la

crise pour mettre en place un programme durable, pérenne, de retour à l'équilibre. C'est l'objectif des PGRE.

Où en est la mise en place de ces plans de gestion de la ressource en eau?

La démarche est inégalement avancée. Dans le Var, sur le bassin du Giscle c'est déjà fait, le PGRE a été adopté le 18 janvier dernier. Sur le bassin de l'Argens par contre, il est en cours d'élaboration: il est bien avancé mais pas terminé. Sur le Gapeau, c'est celui qui est le moins avancé, on en est encore au stade de la réflexion préalable. Chacun de ces PGRE implique une part de concertation avec l'ensemble des utilisateurs (agriculteurs, collectivités, industriels, associations, pêcheurs, etc.). Le premier objectif, c'est la réalisation d'économies tous azimuts.

Comment faire ces économies?

Il y a plein de pistes possibles. Pour les collectivités — l'usage d'eau potable — cela peut être la lutte contre les fuites dans les réseaux. Il y a encore trop de fuites sur un certain nombre de réseaux d'eau potable. Cela peut être aussi la modification des comportements de tout un chacun. Pour le monde agricole, il y a le passage du mode d'irrigation gravitaire – ces anciens canaux traditionnels qui apportent des quantités d'eau importantes en partie gaspillée – vers des systèmes non gravitaires (par pompage) tels que le goutte-à-goutte qui permet d'apporter à la plante exactement la quantité d'eau dont elle a besoin. L'une des pistes retenues par le PGRE de La Giscle est la réutilisation des eaux usées traitées, plutôt que d'aller pomper dans la ressource en eau, pour l'arrosage des terrains de golf et des espaces verts communaux.

Les systèmes de transfert d'eau du type Canal de Provence, ne sont-ils pas en mesure de compenser les déficits?

Il est important de bénéficier de ce type d'infrastructures sinon la situation serait bien plus préoccupante mais ça ne peut pas donner l'impression qu'on est à l'abri quoi qu'il arrive. Il y a une dizaine d'années, on a connu une situation très tendue sur l'axe Durance, il avait fallu

restreindre l'irrigation sur l'aval, limiter la production d'hydroélectricité, et remettre en route les centrales à charbon de Gardanne et de Martigues. On était dans une situation de crise malgré l'existence de systèmes de transfert. Selon des études de modélisation de changement climatique, on risque, sur la Durance, de se retrouver en crise une année sur trois ou quatre. Ces infrastructures sont donc précieuses mais n'exonèrent pas de l'effort collectif. En fait, il ne faut plus opposer la gestion par l'offre (infrastructures) à la gestion par la demande (économies), les deux sont complémentaires. Dans une région méditerranéenne, on a besoin des deux.

PROPOS RECUEILLIS PAR ERIC MARMOTTANS emarmottans@nicematin.fr

[Enregistrer](#)